

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-09-05 DU 21 DECEMBRE 2020

L'An deux mille vingt, le 21 décembre,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 15 décembre, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Daniel
Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 25
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6
Nombre de Conseillers Municipaux absents excusés : 2

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS,
D. PENOT, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-
ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB,
J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, C. DEBRYE, J.N. SALMON, A. VERJUS, A. SAGIROGLU, A.V.
MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :

J.C. DURA pouvoir à L. DI SANTO
G. GENTHON pouvoir à C. GUETAT
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT
K. HALLOUL pouvoir à J.N. SALMON
C. DUMOULIN pouvoir à A. VERJUS
L. NASSISI pouvoir à A.V. MITTENDORFER

ABSENTS EXCUSES : N. GUSTO, B. JAN

OBJET : VIREMENTS DE CREDITS DU BUDGET DU CCAS AU PROFIT DU BUDGET COMMUNAL

NOTE DE SYNTHESE

Le budget communal comptabilise les dépenses de personnel du CCAS.

Le CCAS a également perçu au cours de l'exercice 2020 des subventions relatives à des actions
incluant des dépenses de personnel de différents financeurs que sont l'Etat, la région, le
département et la CAPI.

Le CCAS par sa délibération du conseil d'administration en date du 26 novembre 2020 autorise
expressément les virements de crédits vers le budget communal en remboursement des avances
ainsi consenties par la Ville.

Le CCAS propose de verser à la commune la somme de 232 140.76€ € relative aux éléments
suivants :

- 23 400€ concernant la prise en charge des salaires des personnels chargés de l'accompagnement
des allocataires du RSA.

Accusé de réception en préfecture
038-21380534-20201221-2020-09-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2020-09-05 DU 21 DECEMBRE 2020

- 16 000€ concernant la mise à disposition d'un contractuel pour intervenir dans le cadre de l'action auto-rénovation, des diagnostics sociaux techniques et de l'appartement pédagogique « La libellule ».
- 750€ concernant la prise en charge des indemnités des régisseurs d'avance et de recettes du CCAS telles qu'apparaissent sur les fiches de paie des agents concernés.
- 9 000€ concernant la prise en charge du salaire d'animateur des ateliers informatiques au Relais emploi.
- 141 990.76€ concernant la prise en charge des salaires des postes d'insertion du Chantier Environnement Insertion.
- 14 000€ concernant la prise en charge du coût des postes affectés au fonctionnement du jardin.
- 12 000€ concernant la prise en charge du salaire du poste de coordinatrice sociale présente en gendarmerie.
- 15 000€ concernant le financement du travail réalisé par les travailleurs sociaux dans le cadre du label Point Conseil Budget.

La présente délibération a pour objet d'autoriser les virements de crédits en provenance du budget du CCAS au profit du budget de la commune.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Vu la délibération du conseil d'administration du CCAS en date 26 novembre 2020,

Vu l'avis favorable de la commission Finances et action municipale du 27 novembre 2020,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré à l'unanimité,

AUTORISE les virements de crédits en provenance du budget du CCAS au profit du budget de la commune pour un montant total de 232 140.76€.

DIT que cette atténuation de dépenses sera inscrite au compte budgétaire B02 -020 -6419.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

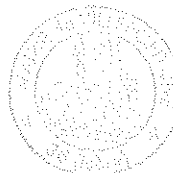
FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 21 décembre 2020

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick NICOLE WILLIAMS



Accusé de réception en préfecture
038-213805531-20201224-2020-09-05-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020